



PREFET DE L'ISERE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 13 MAI 2016

AFFAIRE SUIVIE PAR : C.REVOL  
☎ : 04.56.59.49.76  
✉ : 04.56.59.49.96

## **ARRETE COMPLEMENTAIRE N°DDPP-ENV-2016-05-21**

**Société ACETEX CHIMIE à SALAISE SUR SANNE**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment son livre V, Titre 1<sup>er</sup> (installation classée pour la protection de l'environnement) notamment l'article R.512-39-1 et suivants ;

**VU** l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société ACETEX INTERMEDIATES au sein de son établissement situé sur la plate-forme chimique de Roussillon à SALAISE SUR SANNE notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2004-02771 du 4 mars 2004 modifié ;

**VU** le mémoire de suspension d'activité du 27 février 2014 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 16 mai 2014 suite à une visite sur site le 1<sup>er</sup> avril 2014 ;

**VU** le donné acte de changement d'exploitant du 9 décembre 2015 précisant que la société ACETEX CHIMIE s'est substituée à la société ACETEX INTERMEDIATES dans l'exploitation du site de la plate-forme chimique de Roussillon à SALAISE SUR SANNE ;

**VU** le mémoire de cessation d'activité du 21 décembre 2015 transmis par la société ACETEX CHIMIE, complété le 12 février 2016 ;

**VU** l'accord de Monsieur le maire de SALAISE SUR SANNE (courrier du 14 janvier 2016) et du GIE OSIRIS, propriétaire des terrains (courrier du 28 décembre 2015) sur la proposition d'un usage futur industriel du site ;

**VU** le rapport de rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 30 mars 2016 ;

**VU** la lettre du 15 avril 2016, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 28 avril 2016 ;

**VU** la lettre du 3 mai 2016, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**CONSIDERANT** que le diagnostic des sols, réalisé entre le 23 octobre et le 6 novembre 2015, fait apparaître des zones de pollution à l'acide anhydride acétique et au triéthylphosphate (TEP) pouvant avoir, à terme, un impact sur les eaux souterraines et qu'il convient en conséquence de renforcer la surveillance de ces polluants dans la nappe des eaux souterraines ;

**CONSIDERANT** que les éléments transmis par l'exploitant font état de 21 équipements pouvant présenter des traces de polluants et que, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit procéder, dans le cadre de la cessation d'activité, à l'évacuation des produits dangereux ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'encadrer administrativement la cessation d'activité du site de la société ACETEX CHIMIE à SALAISE SUR SANNE par de nouvelles prescriptions ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société ACETEX CHIMIE, en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société ACETEX CHIMIE, dont le siège social se trouve 6 rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX, est tenue de se conformer au présent arrêté préfectoral dans le cadre de la cessation définitive des activités qu'elle exerçait sur le site de la plate-forme chimique de Roussillon à SALAISE SUR SANNE (38).

### **ARTICLE 2 : Surveillance complémentaire des eaux souterraines :**

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées en amont et en aval du bâtiment D12 de la plate-forme chimique de Roussillon à SALAISE SUR SANNE, conformément aux dispositions du présent article.

Les analyses sont réalisées sur les piézomètres TG15 (amont), TI14, TJ16 et TI17 (aval) de la plate-forme chimique de Roussillon.

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur est mesurée et la phase dissoute n'est pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux :

- Acide acétique,
- Anhydride acétique,

- Tri-éthyl phosphate (TEP).

Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires et avis de l'exploitant ainsi que d'éventuelles propositions d'actions.

Une demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines peut être transmise à Monsieur le Préfet de l'Isère au bout de 2 ans de surveillance (8 analyses) sur la base d'un dossier technique dûment argumenté et justifié.

### ARTICLE 3 – Evacuation des produits dangereux :

L'exploitant procède, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la mise en sécurité complète (vidange, nettoyage, séchage, soufflage) des équipements listés ci-dessous. L'exploitant procède à l'évacuation dans des filières autorisées des substances et résidus dangereux éventuellement contenus dans ces équipements. Les justificatifs de l'évacuation et du traitement de ces déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux de lavage des équipements sont traitées conformément au chapitre 4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral cadre n°2004-02771 du 4 mars 2004 modifié.

Suite aux opérations de mise en sécurité et d'évacuation des résidus dangereux mentionnées au premier alinéa, les équipements listés ci-dessous ne présentent plus aucun risque pour l'environnement ou la sécurité. Ils sont exempts de tout produit ou résidus dangereux. Ils sont repérés par un rond vert conformément à la procédure de cessation d'activité mise en place par l'exploitant.

À défaut de pouvoir respecter les prescriptions des alinéas précédents, l'exploitant procède à l'évacuation et au traitement des équipements concernés vers des filières autorisées. Les justificatifs du traitement de ces équipements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 21 équipements à mettre en sécurité

Poste	Libellé	Poste	Libellé
AH-30140	Refroidisseur Est circuit 1 tranche 1	AH-40300	Colonne concentration
AH-30150	Refroidisseur Ouest circuit1 Tranche1	AH-40330	Condenseur E 3001 colonne concentration
AH-30340	Refroidisseur circuit 2 Tranche 1	AH-40340	Filtre soutirage Est colonne concentration
AH-30530	Refroidisseur circuit 3 Tranche 1	AH-40350	Filtre soutirage Ouest colonne concentration
AH-30540	Refroidisseur eau glycolée circuit 3 Tranche 1	AH-50100	Chaudière de purification
AH-30740	Refroidisseur circuit 4 Tranche 1	AH-70700	Réservoir 100m³ N°8
AH-31140	Refroidisseur circuit 2 Tranche 2	AH-70710	Réservoir 100m³ N°9
AH-31330	Refroidisseur circuit 3 Tranche 2	AH-70720	Réservoir 100m³ N°10
AH-31340	Refroidisseur eau glycolée circuit 3 Tranche 2	AH-60300	Colonne Acide
AH-31540	Refroidisseur eau glycolée circuit 4 Tranche 2	AH-60320	Condenseur colonne Acide
AH-70500	Réservoir 200m³ ouest anhydride 99 %		

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 7 mois suivant la notification du présent arrêté, un rapport de synthèse détaillant les actions menées sur les 21 équipements susvisés.

#### ARTICLE 4

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**ARTICLE 5** - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de SALAISE SUR SANNE et publié sur le site internet des services de l'état en Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, dans l'installation en permanence, de façon visible, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 6** - En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 8** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, la Sous-Préfète de Vienne, le Maire de SALAISE SUR SANNE et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes chargée de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ACETEX CHIMIE.

Fait à Grenoble, le  
Le Préfet

13 MAI 2016

Pour le Préfet, le Secrétaire Général  
Pour le Secrétaire Général empêché,  
La Secrétaire Générale adjointe

Anne COSTE DE CHAMPERON